

Vendredi 24 mars 2017

Intervention de Jean-Luc MOUDENC,

Président de Toulouse Métropole, Président de France urbaine :

« Nos ambitions pour l'avenir, au service de l'ensemble du pays »

Merci :

- Communauté urbaine d'Arras, à Philippe Rapeneau et ses collaborateurs
- Equipe de France Urbaine (Olivier Landel après Christian Lalu)
- Partenaires et entreprises (Dialogue public/privé)
- Travail d'équipe sur le plan politique qui a permis cela... reprise des journées communautaires de l'ACUF
- ⇒ Merci à Gérard Collomb, Jean-Louis Fousseret et André Rossinot

A France urbaine, on a le sens du collectif !

Je salue Philippe Laurent, Secrétaire général de l'AMF venu avec le directeur général, Frédéric LETURQUE, la Maire d'ARRAS.

C'est dans l'esprit de ce qu'a évoqué Gérard COLLOMB que nous avons formulé les propositions qui vous ont été soumises ce matin, et qui sont le fruit de plusieurs mois d'échanges, depuis la présentation du Manifeste de France urbaine lors de sa première Conférence des villes le 22 septembre 2016.

Elles visent ainsi à :

1/ conforter les avancées obtenues, tout en exprimant

2/ nos ambitions pour l'avenir face aux grands défis de la transition énergétique, de la cohésion sociale et territoriale, du dynamisme économique et de l'emploi.

Ces propositions, qui constituent « l'Esprit d'Arras », nous sommes maintenant en mesure – à l'issue de ces deux journées d'échanges – de :

- Les porter à connaissance des **candidats à l'élection présidentielle**, avec qui nous avons déjà pris attache ;
- Les présenter au **futur Gouvernement et à la future Assemblée Nationale**, dès qu'ils auront été constitués.

Comme vous l'avez constaté, nos priorités sont claires et ont toutes un même fil conducteur : renforcer notre capacité collective, notamment à travers l'alliance des territoires, à faire face aux responsabilités sans cesse croissantes qui sont les nôtres. Nous les avons déclinées dans les 5 thématiques que sont :

- Le développement durable et la transition énergétique,
- le logement, la cohésion sociale et territoriale
- l'éducation, la culture et la citoyenneté
- le développement économique et emploi

- la sécurité avec la prévention de la radicalisation pour lutter contre le terrorisme.

Pour chacune, nous avons formulé des propositions concrètes qui visent toutes le même objectif : renforcer l'efficacité de l'action publique, en affirmant et clarifiant les responsabilités, en développant l'expérimentation et en s'appuyant sur un dialogue constructif avec les différents acteurs – Etat, collectivités territoriales, acteurs économiques et sociaux, citoyens. Je soulignerai en particulier 3 d'entre elles. Nous demandons :

- **De jouer un rôle stratégique en matière d'emploi, aux côtés des régions** : il s'agit de confier aux grands territoires urbains le co-pilotage, avec les régions, du service public de l'emploi sur leur territoire et leur permettre de siéger au sein des Commissions emploi des Comités régionaux pour l'emploi et la formation professionnelle ;
- **De pouvoir développer, avec le soutien de l'Etat, une offre de logements diversifiée et adaptée à toutes les catégories de populations selon leurs revenus**, de l'hébergement d'urgence à l'accès social à la propriété, couplée à une offre de bureaux et de commerces, en veillant à lutter contre l'étalement urbain et à redynamiser les cœurs de villes en difficulté ;
- **D'avoir la capacité d'être acteur de la transition énergétique**. Nous voulons que soient clarifiées la gouvernance de l'énergie, ce qui passe par la **possibilité de sortir des syndicats d'énergie**, fléchée vers les intercommunalités urbaines une partie de la hausse de la contribution climat énergie et rééquilibrée les relations entre les territoires et les concessionnaires de la distribution d'électricité et de gaz.

Pour autant, pour que l'ensemble fonctionne, nous mettons l'accent sur l'absolue nécessité d'une réelle autonomie financière et de décision pour nos territoires. Celle-ci se traduit par deux propositions fondamentales que nous formulons :

- **L'autonomie fiscale, nécessaire à toute décentralisation mature** : celle-ci doit reposer sur l'arrêt de la transformation d'impôts locaux en dotations en posant tout d'abord le principe de « sanctuarisation » des impôts locaux existants et le remplacement progressif des dotations par une partie de la fiscalité nationale existante,
- **Une loi de financement spécifique pour les collectivités** : Nous plaçons pour des relations Etat / collectivités territoriales refondées sur la transparence, impliquant un partage des données financières et un pilotage réellement concerté des finances publiques. Cette loi doit nous permettre d'inscrire notre action dans une perspective de moyen terme, au lieu d'être soumis chaque année aux aléas, tantôt d'une idée nouvelle partie de Bercy, tantôt de discussions parlementaires contradictoires.

Sur cette proposition nous avons cet avantage d'avoir pu convaincre nos partenaires du bloc communal : nous ne serons donc pas seuls à agir, nous savons que l'AMF sera à nos côtés.

Ainsi nous pèserons davantage vis-à-vis du pouvoir central dont nous serons, ensemble, un interlocuteur fédéré, puissant, représentatif, donc incontournable.

De même que nous organisons l'Alliance des territoires au niveau local (et ce concept est maintenant repris par tous nos partenaires qui parfois nous interpellent en souhaitant aller plus vite et plus fort encore), nous allons renforcer l'Alliance du bloc local en continuant le travail de rapprochement, de coordination et de mutualisation des associations d'élus pour lequel France urbaine a donné l'exemple à travers la fusion réussie des forces des Grandes Villes et Agglomérations, Communautés urbaines et Métropoles.

Nous adoptons notre Manifeste dans un moment-clé de la vie démocratique de notre pays, au cœur d'une campagne présidentielle pleine de rebondissements, de remises en causes sévères et d'incertitudes inédites.

Tout cela alors que nombre de Français en viennent à douter de la Démocratie elle-même !

Alors que les modèles politiques traditionnels sont bousculés comme jamais et de toutes parts, j'affirme, nous affirmons, que ce que nous représentons, la France Urbaine incarne l'avenir pertinent.

La France Urbaine est assise, à la fois, sur des villes héritières d'une longue histoire et sur des intercommunalités en mouvement porteuses des projets du futur.

J'ai la conviction que la France Urbaine propose un nouveau modèle démocratique décentralisé et moderne dans lesquels nos concitoyens se reconnaissent.

A travers ce modèle, ils trouvent confiance dans l'action publique, ils adhèrent aux principes de la République, une République des territoires vissée à la vie quotidienne.

Confiance, car les grands centres urbains sont des moteurs de l'innovation, promesse de croissance, piliers de l'économie française.

Confiance, car nos initiatives s'inscrivent dans la proximité, dans le concret, dans la relation humaine chaque fois renouvelée.

Confiance, car les attributions de nos collectivités urbaines produisent des solidarités concrètes, à l'intérieur de nos territoires, au service de la cohésion sociale et à l'extérieur de nos territoires, au profit de notre environnement péri-urbain et rural.

Confiance, car nos intercommunalités marchent grâce au respect mutuel permanent, entre communes de tailles et de caractéristiques fort diverses, entre élus aux sensibilités différentes.

Au quotidien, nous prouvons que la vie politique n'est pas réduite à la guerre civile permanente, aux postures politiques obligées et que nos projets fédérateurs dépassent tous les clivages.

Au fond, tous les jours, nous vivons la diversité sereine.

Oui, chers collègues, chers amis, soyons fiers du modèle démocratique que nous faisons vivre, que nous représentons : c'est lui qui génère et générera la confiance.

Alors, faisons le savoir !

Le populisme ambiant dans notre pays progresse sur les inquiétudes du vécu quotidien et d'un futur ponctué de beaucoup de points d'interrogation.

C'est de ce terreau d'angoisses de tous les ordres que ressurgit le vieux discours contre les villes, les grandes villes et, maintenant, contre les métropoles.

Tantôt, il exprime une sincérité incontestable, tantôt il procède de calculs politiques, venus d'un côté comme de l'autre.

Funeste Erreur !

Il faudrait donc que, dans une France déjà fort divisée, on ajoute, une guerre de plus ? Un affrontement supplémentaire ?

A nos amis du monde rural, je veux dire 4 choses :

- Les communes rurales ne sont pas absentes de France urbaine : les 97 collectivités membres de France Urbaine représentent au total 2000 communes. Et, sur ces 2000 communes, la moitié d'entre elles sont rurales, instaurant de fait une solidarité déjà solide.
- Toujours parmi les membres de France Urbaine, 9,6 millions d'habitants habitent des villes petites ou moyennes, c'est à dire le tiers de la population que nous représentons.
- Aussi, nous faire le procès de l'égoïsme urbain ou du gigantisme n'est ni sérieux, ni objectif.
- Brider les centres urbains ne rendrait pas plus riches ou plus attractives les périphéries rurales en décrochage.

Aussi, nous vous proposons l'Alliance des territoires selon la formule du sage André Rossinot.

Et, parce que nous prônons cette Alliance, nous préférons le dialogue des territoires plutôt que l'affrontement.

Par ce dialogue, nous devons inventer ensemble des voies de coopération nouvelles et des solutions pour diffuser le dynamisme économique urbain au-delà du périmètre de nos collectivités urbaines.

C'est ce que détaille la revue de France Urbaine qui vous a été remise ce matin et ce que nous préciserons dans un ouvrage que nous préparons.

Par ce dialogue, nous aiderons nos collègues des périphéries à prendre conscience de nos difficultés, de la pauvreté de pans entiers des populations urbaines, de la dégradation de certains de nos quartiers, des ravages causées par l'insécurité ou le fondamentalisme, de nos efforts pour accueillir migrants et précaires de passage.

Oui, le dialogue permettra de mieux nous connaître, de mieux nous comprendre et de faire reculer des préjugés éculés.

Vous le voyez, chers amis, beaucoup de travail nous attend, même si beaucoup a été fait, et que France Urbaine est sur de très bons rails, grâce à vous tous, depuis sa création il y a 17 mois.

Le 1^{er} décembre prochain, avec le Président de la Métropole de Strasbourg, Robert HERRMANN, je vous invite à nous retrouver à Strasbourg pour fêter les 50 ans de la Communauté urbaine, et tout ce que cette formule a apporté à ce coin de France et d'Europe qui est cher au cœur de chacun de nous.

Et puis, je vous l'annonce, dans un an, nous nous retrouverons pour nos 2^{èmes} journées de France urbaine.

Sans doute pour faire un premier bilan de notre dialogue et de notre travail avec le nouvel exécutif que le Peuple français aura chargé de conduire notre Pays.

Des terres du comte d'Artois nous nous transporterons dans celles des téméraires Duc de Bourgogne puisque François REBSAMEN, le premier, s'est proposé pour nous accueillir à Dijon.

Je vous remercie.